

Accord interprofessionnel national

**CRÉATION DU PEI ET DU PRESVI
« ÉPARGNE SALARIALE-PROFESSIONS LIBÉRALES » (ES-PL)
(27 novembre 2002)**

(Etendu par arrêté du 1^{er} août 2003,
Journal officiel du 13 août 2003)

■ *Journal officiel* du 17 juillet 2008

Arrêté du 8 juillet 2008 portant extension d'un avenant à un accord national interprofessionnel conclu dans le secteur des professions libérales

NOR : MTST0816869A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 (anciennement article L. 133-8, alinéas 1 et 3) ;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 2003 portant extension de l'accord national interprofessionnel du 27 novembre 2002, relatif à l'épargne salariale, conclu dans le secteur des professions libérales ;

Vu l'avenant n° 3 du 16 juillet 2007 actualisant certaines dispositions de l'accord national interprofessionnel susvisé ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 10 novembre 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 1^{er} juillet 2008,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de l'accord national interprofessionnel du 27 novembre 2002, relatif à l'épargne salariale, conclu dans le secteur des

professions libérales, les dispositions de l'avenant n° 3 du 16 juillet 2007 actualisant certaines dispositions de l'accord national interprofessionnel susvisé.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté, pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 juillet 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/41, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.